

Service environnement
19 rue Montesquieu
BP 90795
85000 La Roche-Sur-Yon

La Roche-Sur-Yon, le 10 juillet 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EARL AVIBEL

40, La Brechelière
85300 LE PERRIER

Nos Références : 25-1292 ST/BB

Code AIOT : 0058502217

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2025 dans l'établissement EARL AVIBEL implanté 40, La Brechelière - 85300 LE PERRIER. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL AVIBEL
- 40, La Brechelière - 85300 LE PERRIER
- Code AIOT : 0058502217
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'EARL AVIBEL exploite au lieu-dit « La Brechelière » au PERRIER une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) soumise à autorisation pour :

- un élevage de 100000 emplacements de volailles (poulets) (rubrique autorisation IED) ;
- une unité de compostage d'une capacité de traitement de 12,7 tonnes par jour (rubrique déclaration) ;
- un stockage de gaz de 7 tonnes (rubrique déclaration avec contrôle périodique).

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 20/06/2025 de l'établissement EARL AVIBEL, implanté au 40, La Brechelière - 85300 LE PERRIER, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes :

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, conformément au I de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions édictées, dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure, pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- Stockage des effluents
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013 article : 11-II
- Collecte et stockage des effluents
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013 article : 23-I
- Élimination des déchets, médicaments vétérinaires et sous-produits
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013 article : 35
- Analyses du compost normé
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/08/2010 article : 16

Demande d'actions correctives pour la liste de point(s) de contrôle ci-dessous :

- Intégration dans le paysage et propreté
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013 article : 6
- Moyens de lutte contre l'incendie - Référence réglementaire
Arrêté Ministériel du 27/12/2013 article : 13
- Installations électriques et techniques – Plans – FDS
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013 article : 14
- Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013 article : 18
- Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013 article : 19

Les justifications associées (explicatifs, documents, photographies, etc), prouvant la mise en œuvre des actions correctives précitées, doivent être transmises sous le même délai. Dans l'hypothèse où les actions correctives n'auraient pas été réalisées ou justifiées dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

L'installation est répertoriée par :

- arrêté préfectoral d'autorisation n° 00-DRCLE/4-563 du 16 novembre 2000, délivré à Monsieur Abel RABALLAND pour un élevage de 100000 animaux-équivalents volailles (poulets) ;
- courrier préfectoral du 7 mars 2005 validant la déclaration du stockage de gaz de 7 tonnes ;
- arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 10-DRCTAJ/1-653 du 18 août 2010 validant la mise en place d'une station pour le compostage de 4,1 tonnes de matières par jour (rubrique déclaration) ;
- courrier préfectoral du 27 septembre 2012 validant l'augmentation de la quantité traitée en compostage à 12,7 tonnes de matières par jour ;
- courrier préfectoral du 11 septembre 2014 validant le changement d'exploitant au nom de l'EARL AVIBEL ;
- courrier préfectoral du 15 novembre 2019 validant le dossier de réexamen déposé au titre de la directive IED.

Le site comprend :

- 3 bâtiments avicoles conduits sur terre battue et litière de paille broyée ;
- une station de compostage VALID' constituée de 3 silos béton couverts, avec une fosse enterrée pour la collecte des lixiviats et une pompe pour le renvoi des lixiviats sur le tas en compostage ;
- un hangar stockant notamment un volume de paille inférieur à 1000 m³ ;
- un local abritant notamment le compteur du forage, le groupe électrogène, la cuve à fioul et des bidons de produits (nettoyage/désinfection, traitement de l'eau,...).

Thèmes de l'inspection :

- Effectifs
- Application de la directive IED
- Risques
- Déchets
- Puits
- Compostage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Intégration dans le paysage et propreté	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	Demande d'action corrective	15 jours
3	Stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Demande d'action corrective	6 mois
5	Installations électriques et techniques – Plans – FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Demande d'action corrective	1 mois
6	Dispositions	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
	relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)	27/12/2013, article 18		
7	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19	Demande d'action corrective	1 mois
8	Collecte et stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
10	Élimination des déchet, médicaments vétérinaires et sous-produits	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
13	Analyses du compost normé	Arrêté Préfectoral du 18/08/2010, article 16	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4	Conforme
9	Compostage (suivi de température)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 29	Conforme
11	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II	Conforme
12	Émissions atmosphériques d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Conforme

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un tas de compost est stocké sur la plateforme bétonnée attenante à la station de compostage et déborde sur le milieu naturel aux abords de cette plateforme. Il n'y a pas de récupération des éventuels jus qui seraient générés par ce tas stocké de manière non conforme.

La fosse enterrée de récupération des jus de la station de compostage et les abords de cette fosse ne sont pas accessibles (masqués par la végétation).

Globalement, de nombreux déchets sont stockés à divers endroits de l'exploitation. Un tas issu du brûlage non autorisé de déchets à l'air libre est également présent.

Les analyses du compost à effectuer annuellement afin de répondre aux exigences de la norme NFU 44-051 ne sont pas réalisées.

2-4) *Fiches de constats*

N° 1 : Dossier installation classée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ;- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :<ul style="list-style-type: none">- le registre des risques (art. 14) ;- le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage (cf. art. 23) ;- le plan d'épandage (cf. art. 27-2) et les modalités de calcul de son dimensionnement (cf. art. 27-4) ;- le cahier d'épandage, y compris les bordereaux d'échanges d'effluents d'élevage, le cas échéant (cf. art. 37) ;- les justificatifs de livraison des effluents d'élevage à un site spécialisé de traitement, le cas échéant (cf. art. 30), et/ou le cahier d'enregistrement des compostages, le cas échéant (cf. art. 39), et/ou le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents d'élevage si elle existe au sein de l'installation (cf. art. 38) ;- les bons d'enlèvements d'équarrissage « (cf. article 34) ». Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats : <u>Fiches d'élevage :</u> Les derniers effectifs mis en place sont de : <ul style="list-style-type: none">• bâtiment B1 (1000 m²) : 20748 poulets ;• bâtiment B2 (1500 m²) : 30090 poulets ;• bâtiment B3 (1500 m²) : 30090 poulets ; soit un total de 80928 emplacements de volailles, conforme à l'effectif autorisé de 100000 emplacements. <u>Cahier d'enregistrement du compostage :</u> Les résultats des prises de température et les dates de début/fin de compostage sont indiqués dans un document édité via le logiciel de suivi du compostage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Intégration dans le paysage et propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
Constats : Côté nord-ouest du bâtiment B1 : une végétation abondante est présente au niveau des citernes de gaz ; une canalisation d'aliment est percée, entraînant la formation d'un petit tas d'aliment sur la plateforme bétonnée sous-jacente.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.
Constats : L'exploitant indique qu'une quantité de compost de fumier de volailles correspondant à la production annuelle du site (environ 600 tonnes) est présente sur l'exploitation, car les deux exploitations ci-après qui reprenaient la majorité du compost n'en reprennent plus. L'année précédente (factures du 28 février 2024), 475 tonnes de compost avaient été livrées à la SCEA LE PALAINEAU au LANGON (235 tonnes) et à l'EARL POISVILLE à PETOSSE (240 tonnes). NB : le dossier de l'exploitation répertoriait la reprise de fumier pour compostage à 3 exploitations tiers (dont le fumier de bovins du GAEC LA BRECHELIERE géré par le même exploitant que l'EARL AVIBEL). L'exploitant indique que ces importations de fumier ont cessé. Le fumier de bovins du GAEC LA BRECHELIERE est épandu sur ses terres en propre de ce GAEC. Environ la moitié du compost présent sur site le jour de l'inspection est stockée dans les 3 silos bétonnés de la station de compostage, pleins. Mais l'autre moitié est stockée sur la plateforme bétonnée adjacente à la station de compostage, sans dispositif de récupération d'éventuels jus, et

le tas déborde un peu sur le sol aux abords de cette plateforme bétonnée.

NB : le troisième repreneur habituel du compost, la SARL MARCEAU à NIEUL-SUR-L'AUTIZE, contacté par téléphone le jour de l'inspection, a indiqué pouvoir reprendre le compost présent sur le site pour épandage sur les terres de MARCEAU FRERES après que son orge soit récolté, donc au 15 août au plus tard.

Pour rappel, suite à l'inspection précédente du 8 novembre 2019, il avait été demandé d'évacuer un tas de fumier qui se trouvait à côté de la station de compostage. Cela avait été fait.

Côté nord, les abords de la station de compostage sont envahis de végétation. La fosse enterrée qui est située à cet endroit n'est pas visible.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : *Mise en demeure, respect de prescription*

Proposition de délais : *2 mois*

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13

Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie

Prescription contrôlée :

L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.

A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.

Ces moyens sont complétés :

- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;
- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.

Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
 - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
 - le numéro d'appel du SAMU : 15 ;
 - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;
- ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.
- Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Constats :

2 extincteurs (l'un à CO2, l'autre à poudre polyvalente) sont présents dans chaque sas de bâtiment avicole. Ils ont été vérifiés en février 2025.

Les numéros d'appel d'urgence et les consignes de sécurité ont été affichés dans les sas des bâtiments avicoles.

Les vannes de barrage du gaz des bâtiments B1 et B2 sont placées à l'extérieur des bâtiments, dans des boîtiers sous verre dormant. En revanche, pour B3, la vanne de barrage du gaz est située à l'intérieur, au milieu du bâtiment et non dans le sas.

L'étang situé au nord-est du bâtiment B1 est répertorié sous le n° 172-0116 dans la base de données des ressources de défense extérieure contre l'incendie (DECI) du SDIS. La DECI est donc théoriquement assurée. Toutefois, l'exploitant indique que la ressource en eau n'est pas pérenne. L'étang situé près du bâtiment B2 n'est pas répertorié dans cette base (possibilité d'intégration à vérifier auprès du SDIS).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : **Demande d'action corrective**

Proposition de délais : **6 mois**

N° 5 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14

Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie

Prescription contrôlée :

Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.

L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus.

Le ou les plans faisant figurer les informations prévues aux articles 8 et 13, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, le plan des réseaux de collecte des effluents mentionné à l'article 23, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.

Constats :

La dernière vérification des installations électriques, du système d'alarme, et la thermographie infra-rouge ont été réalisées par la société VERITAS le 14 septembre 2021 (absence de salarié ou stagiaire à la date du contrôle, donc les installations doivent être vérifiées par un professionnel tous les 5 ans). L'exploitant indique que les travaux d'électricité qui étaient nécessaires ont été effectués par les sociétés ELVEO et EVIDENT.

Un plan des zones à risques est présent. Toutefois n'y figurent pas le groupe électrogène, les tableaux électriques et les onduleurs des panneaux photovoltaïques couvrant la station de compostage.

Les fiches de données de sécurité (FDS) des produits dangereux pour l'environnement sont présentes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : **Demande d'action corrective**

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.

En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.

Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.

Constats :

L'exploitation est alimentée en eau par un puits, avec possibilité d'utiliser le réseau public en actionnant une vanne. Le positionnement de cette vanne dans un local où a été installé un compteur d'eau pour le puits n'est pas signalé. Le dispositif de disconnexion est complété par un clapet anti-retour.

Un registre de relevé mensuel des consommations d'eau du puits a été mis en place. Pour 2024, 3737 m³ ont été prélevés. Pour 2025 (en cours), le relevé affiche 1879 m³.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : **Demande d'action corrective**

Proposition de délais : **1 mois**

N° 7 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé

Constats :

Le puits a été déclaré au BRGM.

L'exploitant estime à 4200 m³ le prélèvement annuel maximal via le puits. Ce volume (plus de 1000 m³ par an) soumet l'ouvrage à déclaration au titre de nomenclature IOTA de la loi sur l'eau (possibilité de régularisation car il s'agit d'un puits existant).

Le jour de l'inspection, le puits n'était initialement pas visible (caché sous la végétation). Après débroussaillage, il a été constaté que la tête du forage est protégée (buse d'environ 30 cm de hauteur, dalle de couverture réparée depuis la dernière inspection).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : **Demande d'action corrective**

Proposition de délais : **1 mois**

N° 8 : Collecte et stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage. Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats : Côté nord, il n'est pas possible de vérifier l'état du sol aux abords de la station de compostage (ceux-ci étant envahis de végétation entre la station et la fosse enterrée non visible) et donc le fonctionnement du dispositif de collecte des jus de silos de compostage et de la pompe permettant le renvoi des jus de compostage vers le tas en compostage. Le risque de ruissellement de jus à partir du tas de compost stocké en dehors de la station de compostage est limité du fait du traitement par compostage effectué, mais ne peut être exclu du fait de l'importante quantité stockée de façon non conforme (environ 300 tonnes).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Compostage (suivi de température)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 29
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les composts sont élaborés, préalablement à leur épandage, dans les conditions suivantes : - les andains font l'objet d'au minimum deux retournements ou d'une aération forcée, - la température des andains est supérieure à 55 °C pendant quinze jours ou à 50 °C pendant six semaines. Lorsque les quantités des matières traitées dépassent les seuils de la rubrique 2780 prise en application du livre V du code de l'environnement, les installations correspondantes sont déclarées, enregistrées ou autorisées à ce titre.
Constats : La station de compostage est de type VALID' (aération forcée). Le cahier d'enregistrement du compostage indique que la température du tas est supérieure à 55° C pendant plus de quinze jours. L'exploitant indique que les sondes de température sont reliées à un boîtier mobile (relevé de température récupéré en connectant le boîtier à un ordinateur).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Élimination des déchets, médicaments vétérinaires et sous-produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au code rural et de la pêche maritime.

Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. Cette disposition est applicable aux installations existantes à compter du 1er janvier 2015.

Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite.

Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit.

Constats :

Comme lors des inspections précédentes du 17 avril 2015 et du 8 novembre 2019, de nombreux déchets sont entreposés à divers endroits sur le site :

- ferrailles à l'arrière du bâtiment B2 ;
- ferrailles, bois, ficelles près du local onduleur de la station de compostage ;
- palettes de bois à l'avant du bâtiment B1 ;
- bâches d'enrubannage près des bottes d'enrubannage (collecte CAVAC une fois par an, mais ces bâches pourraient être stockées à l'abri pour éviter un risque d'envol) ;
- important stock de bidons vides dans le local groupe électrogène et traitement de l'eau.

Un important tas issu du brûlage de déchets à l'air libre est situé près des bottes d'enrubannage. De la ferraille et des fibres issues du brûlage de pneus y sont notamment présentes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : *Mise en demeure, respect de prescription*

Proposition de délais : *2 mois*

N° 11 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II

Thème(s) : Élevage, Dossier

Prescription contrôlée :

Au plus tard le 21 février 2021, « l'exploitant d'une installation visée au I met en œuvre les meilleures techniques disponibles applicables aux installations mentionnées au I. ».

Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'installation respecte les niveaux d'émission.

L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.

Constats :

Les meilleures techniques disponibles (MTD) vérifiées correspondent aux engagements pris dans le dossier de réexamen IED :

- MTD 3 et 4 (excrétion d'azote et de phosphore en lien avec la gestion nutritionnelle) : alimentation multiphase et aliment comprenant des phytases ;
- MTD 8 (utilisation rationnelle de l'énergie) : ventilation dynamique, éclairage LED, chauffage de type radiants pour B1 et canons à air chaud pour B2 et B3 ;
- MTD 11 (émissions de poussières) : brumisation ;
- MTD 23 (émissions provenant de l'ensemble du processus de production) : déclaration GERP 2025 effectuée ;
- MTD 24, 25 et 27 (surveillance des émissions et des paramètres de procédé) : déclaration GERP 2025 effectuée ;
- MTD 32 (émissions d'ammoniac provenant des bâtiments d'élevage de poulets) : ventilation dynamique.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 12 : Émissions atmosphériques d'ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45

Thème(s) : Élevage, Dossier

Prescription contrôlée :

L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier ».

Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020

Constats :

La déclaration GERE 2025 correspondant à l'année de production 2024 (comprenant les fichiers BRS (bilan réel simplifié) permettant de répondre à la MTD 24 et le fichier GERE permettant de répondre aux MTD 23, 25 et 27) a été réalisée le 3 mars 2025.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 13 : Analyses du compost normé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/08/2010, article 16

Thème(s) : Élevage, Dossier

Prescription contrôlée :

La conformité du compost à une norme est réalisée par le recours aux analyses prévues par l'arrêté du 5 septembre 2003 relatif aux vérifications auxquelles doit procéder le responsable de la mise sur le marché des matières fertilisantes et supports de cultures normalisés.

Constats :

Afin de satisfaire à l'article 16 (analyses du compost normé) de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 10-DRCTAJ/1-653 du 18 août 2010 validant la mise en place de la station de compostage sur le site, et compte tenu du tonnage de compost produit, la norme NFU 44-051 exige la réalisation annuelle de 3 analyses agronomiques, 2 analyses des éléments traces métalliques (ETM) et 2 analyses microbiologiques.

Il n'a pas été présenté de résultats d'analyses du compost permettant de prouver qu'il s'agit d'un produit répondant à la norme NFU 44-051, et donc d'être exempté d'un plan d'épandage.

Pour rappel, cette non-conformité avait déjà été relevée lors de l'inspection précédente du 8 novembre 2019. La dernière analyse complète (sur les 3 critères agronomie, éléments traces métalliques (ETM) et microbiologie) datait alors de novembre 2014 et la dernière analyse sur le seul critère agronomique d'octobre 2018.

NB : l'exploitant a précisé qu'un conseiller du GEDA a été contacté afin d'effectuer un prélèvement du compost pour analyse.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois
